

Nouvelles locales du jeudi 16 décembre 2010

@rib News, 16/12/2010 | Politique- Le ministre de la Bonne gouvernance et de la Privatisation Jean Baptiste Gahimbare a fait savoir que les institutions en charge de lutte contre la corruption sont à l'œuvre pour mettre à terme la corruption au Burundi. «Au total 102 cas de détournements et de malversation du trésor public sont sur la table du parquet et de la brigade anticorruption», a laissé entendre M. Gahimbare avant d'ajouter que 150 autres cas de malversation économiques sont en cours d'analyse par l'inspection générale de l'Etat. (Rtnb)

- Des sources au ministère de la Bonne gouvernance disent que dans les prochains jours certaines lois burundaises seront revues pour que chaque personne qui sera impliquée dans des affaires de corruption et de malversation économique soit poursuivie et punie malgré son rang dans les affaires de l'Etat. Selon le ministre de la Bonne gouvernance, M. Gahimbare Jean Baptiste, le privilège de juridiction, qui est souvent une entrave à la poursuite de certaines personnes, devrait être revu pour que la justice soit équitable à tous le monde. (Rtnb)- L'Observatoire de Lutte Contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) demande au président de la République de mettre loin de la chose publique des gens qui sont cités dans des affaires de détournements. Dans une correspondance datée du 13 décembre, l'OLUCOME demande au Chef de l'Etat de mettre à la disposition de la justice des gens qui sont cités dans des affaires de corruption, de détournement et de malversation économiques. «Plus de 136 milliards de francs burundais ont été détournés et les coupables sont toujours libres», a déploré le président de l'OLUCOME qui ajoute que certains des détourneurs ont même été promus par le président de la République alors qu'ils étaient en prison. (Isanganiro) | Sécurité- La population de Nkondo dans la commune de Kanyosha a passé la nuit dernière dans les brousses après avoir entendu des coups de feu dans cette partie de la province de Bujumbura. Un certain Bitama Astere a été attaqué mais ses enfants et sa femme ont réussi à s'échapper et il n'a pas eu de mal de ménage qui était visé avait passé la nuit ailleurs. (Rpa/Bonesha)- Une autre colline de Misugi a été attaquée dans cette même nuit de mercredi à jeudi dans le secteur de Nkondo. Le chef de colline Misugi a été attaqué vers 24h mais il a pu s'échapper de justesse. Des hommes armés en tenues militaires ont fait irruption dans sa maison et lui ont demandé de sortir. Des sources sur place disent que la maison du chef de colline a été complètement brûlée et rien n'a été sauvé. (Rpa/Bonesha)- Des agents de la documentation, la police présidentielle, sont cités dans des cas de collaboration avec la police nationale dans les arrestations de certaines personnes surtout celles des partis d'opposition. Dans cette commune de Kanyosha de Bujumbura, un certain Olivier est accusé par la population d'être derrière les arrestations arbitraires des membres des partis d'opposition et surtout le FNL. La population des collines de Nkondo et les autres secteurs de la commune Kanyosha disent avoir peur suite à la présence des agents de la documentation, car ces derniers sont impliqués dans des affaires d'assassinats des membres de l'opposition. (Bonesha/Rpa)- Le gouverneur de la Province de Bujumbura Rural Jacques Minani se dit préoccupé par les assassinats répressifs dans cette province. Selon lui, des cas d'assassinats signalés dans la province de Bujumbura sont plus nombreux, cela lui fait croire que sa province est devenue comme un terrain sur lesquels tous les malheurs se sont abattus. Il demande aux ressortissants de cette province de se rencontrer pour voir comment faire pour revenir la sécurité dans cette partie du Burundi. (Rpa) | Justice- La commission d'enquête sur l'assassinat extrajudiciaire des membres des partis de l'opposition n'a pas encore commencé son travail, a fait savoir le procureur de la République Elysée Ndaye. Selon lui, la cause majeure de ce retard est le manque de moyens logistiques et financiers pour faire des enquêtes. «Quand les moyens seront disponibles, les enquêtes vont commencer immédiatement», a laissé entendre Elysée Ndaye. Cela étant, le même procureur avait donné un mois à cette commission pour faire et publier les résultats. Cependant, les familles des victimes déplorent que rien n'a été fait pour faire éclater la vérité dans cette affaire. (Rpa)- Un enfant de la commune Nyamurenza doit rester en prison comme le procureur de la République à Ngozi au nord du Burundi l'a annoncé. «Cet enfant a 17 ans et a l'âge requis pour être poursuivi en justice burundaise», a-t-il fait savoir. - Des organisations de défense des droits de l'enfant au Burundi et surtout dans la province de Ngozi, estiment que garder en prison David Ndayishimiye âgé de 13 ans est une violation des droits des enfants. Selon les responsables de l'Observatoire Ineza pour les Droits de l'Enfant, le procureur est en train de grossir l'âge de cet enfant pour avoir des motifs de le garder en prison. Cet enfant avait déchiré une affiche ce mardi alors qu'il jouait avec les autres de retour de l'école. L'un des chefs locaux qui a été choqué par le geste de l'enfant l'a conduit à la position de police qui l'a vite transféré dans les cachots de la commune Nyamurenza où il est détenu. (Rpa/isanganiro)- Le procès de l'assassinat d'Ernest Manirumva va reprendre au milieu du mois de janvier comme le fait savoir le président de l'Association de Défense des Droits de l'Homme et des Prisonniers (APRODEH), Pierre Clavé Mbonimpa. Tout en regrettant que le procès tarde beaucoup, il a laissé entendre que les 400.000FBu, soit 350\$ qui manquaient pour publier dans les Renouveaux des assignations à domicile inconnu pour certaines personnes citées dans cette affaire, ont été payés et on va compter 30 jours depuis le jour de la publication des assignations pour programmer le procès. (Rpa)